

F. 2000 — 2614

[C — 2000/31337]

20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/776 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le Décret II de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 23 avril 1999;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 17 juillet 2000;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise, les apprentis et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives à l'évaluation continue et à l'examen dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions communes

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "arrêté relatif aux cours de formation", l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif aux cours de formation dispensés dans le cadre de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° "arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage", l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° "Institut", l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° "Centre", le Centre de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

5° "direction territoriale", : la direction territoriale de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

6° "auditeur régulier" : l'auditeur qui a suivi effectivement au moins 2/3 des leçons organisées au cours de l'année de formation;

7° "auditeur régulier ajourné" : l'auditeur qui, tout en étant régulier, n'a pas réussi antérieurement sa formation et doit représenter les examens sans pour autant resuivre les cours;

8° "connaissances intégrées" :

a) pour le titre II, les connaissances générales et professionnelles faisant l'objet d'un même cours;

b) pour le titre III, les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles faisant l'objet d'un même cours.

9° a) "examen A" :

— pour le titre II, l'examen portant sur les connaissances générales;

— pour le titre III, l'examen portant sur les connaissances de gestion;

b) "examen B" :

— l'examen portant sur les connaissances professionnelles théoriques;

c) "examen I" : l'examen portant sur les connaissances intégrées;

d) "examen C" : l'examen portant sur les aptitudes professionnelles pratiques.

Art. 2. L'Institut coordonne tant l'organisation de l'évaluation continue que celle de l'examen pour lequel il assure la surveillance pédagogique et administrative.

Art. 3. Le centre organise aussi bien l'évaluation que l'examen et assure le bon déroulement de ceux-ci, leur régularité ainsi que l'application du plan d'organisation visé aux articles 11 et 32.

Art. 4. Les questionnaires des examens A, B et I sont mis à la disposition de l'Institut au minimum quinze jours avant la date de l'épreuve.

Les examens sont écrits ou oraux. Un compte-rendu écrit des examens oraux, rédigé conformément aux modalités et conditions fixées par l'Institut, est conservé au Centre.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuves non consommables sont mis à la disposition de l'Institut jusqu'au 30 septembre de l'année civile suivant celle de l'examen.

Au cas où des irrégularités devaient être constatées, celles-ci pourraient entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, selon les modalités fixées par l'Institut, sans préjudice d'autres décisions administratives.

TITRE II. — Evaluations en apprentissageCHAPITRE Ier. — *Evaluation de fin d'apprentissage*

Art. 5. § 1^{er}. Le Centre organise l'évaluation de fin d'apprentissage pour :

1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut en vertu de l'arrêté fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle le contrat d'apprentissage prend fin;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui, sans remplir la condition mentionnée au 1°, suit une formation pratique équivalente à celle du contrat d'apprentissage. L'évaluation est effectuée pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine.

3° l'auditeur régulier ajourné qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'évaluation.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours en application de l'article 19 § 2 de l'arrêté relatif aux cours de formation est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

Art. 6. § 1^{er}. 1° Sont évaluées, en fonction du programme de formation élaboré pour chaque profession :

a) soit les connaissances générales et les connaissances professionnelles, chacune à raison de 30 % du total des points, soit les connaissances intégrées à concurrence de 60 % du total des points;

b) les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'Institut peut adopter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 3. L'évaluation des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visée au § 1^{er} comprend :

1° une évaluation continue;

2° un examen organisé au terme de l'apprentissage qui comprend soit un examen A et un examen B soit un examen I.

La répartition des points entre l'évaluation continue et l'examen final est fixée par l'Institut.

Celui-ci peut, pour certaines matières, décider de ne pas procéder à une évaluation.

L'évaluation des aptitudes professionnelles pratiques a lieu lors d'un examen C organisé au terme de l'apprentissage.

§ 4. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des paragraphes 1 à 3.

Art. 7. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 30 juin. Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

Les examens C font l'objet d'une session par an. Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre sauf pour les professions ayant un caractère saisonnier déterminées par l'Institut et pour lesquelles la date limite est portée au 31 décembre.

Art. 8. § 1^{er}. Le Centre inscrit soit aux examens A et B soit à l'examen I :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de cours;

2° l'auditeur régulier ajourné visé à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

§ 2. Le Centre inscrit à l'examen C :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de formation et qui a réussi, lors d'une session antérieure, soit les examens A et B soit l'examen I;

2° l'auditeur régulier visé à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

§ 3. L'Institut inscrit aux examens B et C l'auditeur pour lequel des cours professionnels n'ont pu être organisés.

Art. 9. Les formateurs élaborent le contenu des examens A, B et I conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut. Ils procèdent à l'évaluation.

Art. 10. § 1^{er}. Il est instauré, dans chaque centre, des Commissions d'examen B pour les professions pour lesquelles aucun cours spécifique n'a été organisé et des Commissions d'examen C. La Commission d'examen se compose :

a) soit d'un formateur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de formateur, sauf dérogation de l'Institut;

b) soit de deux professionnels au cas où aucun cours spécifique n'a été organisé dans la profession faisant l'objet de l'examen.

L'Institut peut fixer, pour certaines professions qu'il détermine, un nombre plus élevé de membres pour la Commission d'examen C.

§ 2. Après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, le Centre propose les membres de la Commission d'examen C.

L'Institut complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'examen C.

La Commission d'examen C procède à l'évaluation de l'examen C conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut notamment quant à son contenu et à ses critères d'évaluation.

Art. 11. Au plus tard quatre semaines avant le début des épreuves, le Centre soumet à l'Institut un plan d'organisation des examens C et des examens B pour lesquels aucun cours n'a été organisé.

Le plan comprend notamment les noms des membres de la Commission d'examen C, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Deux semaines après réception du projet de plan d'organisation, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Le Centre apporte les corrections éventuelles et transmet le plan d'organisation définitif à l'Institut avant le début des épreuves.

Art. 12. § 1^{er}. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° 50 % au total en connaissances générales et en connaissances professionnelles

ou

50 % dans chacune des matières faisant l'objet des cours en connaissances intégrées.

2° en formation pratique, 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 40 % dans chacune des activités professionnelles dans les cas de professions à activités multiples dont la liste est fixée par l'Institut;

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation concernant les professions au sujet desquelles des conditions particulières d'agrément des contrats d'apprentissage ont été fixées.

Art. 13. Il est instauré, dans chaque Centre, des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux directives de l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'apprenti et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au minimum une fois en fin de formation afin de statuer sur le cas du candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation. Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 7.

Art. 14. § 1^{er}. Le Centre communique le résultat de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 13 à l'apprenti et à son représentant légal, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet immédiatement le résultat et la décision du Conseil de formateurs au chef d'entreprise.

§ 2. Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec, peut s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis.

Le Centre le convoque automatiquement en seconde session, sauf si le Conseil de formateurs a émis un avis défavorable, motivé par des raisons autres que disciplinaires.

§ 3. Le candidat qui a satisfait à l'évaluation, ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite, obtient un certificat délivré par le Centre au nom du Gouvernement de la Communauté française.

§ 4. A la demande de l'auditeur, un certificat partiel conforme au modèle établi par l'Institut est délivré par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations mentionnées à l'article 5, § 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Evaluation en cours d'apprentissage*

Art. 15. § 1^{er}. Le Centre organise une évaluation annuelle pour :

1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut en vertu de l'arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui ne remplit pas la condition mentionnée au 1°.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours, en application de l'article 19, § 2, de l'arrêté relatif aux cours, est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

Art. 16. § 1^{er}. Sont évaluées en fonction du programme élaboré pour chaque profession :

1° soit les connaissances générales et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 % du total des points;

2° soit les connaissances intégrées.

§ 2. L'évaluation comprend :

1° une évaluation journalière pour autant qu'elle soit mentionnée dans les programmes agréés;

2° une ou plusieurs évaluations organisées à la fin de l'étude d'une matière ou d'un module de matières, visé aux articles 17 et 43 de l'arrêté relatif aux cours. Ces évaluations sont mentionnées au calendrier horaire.

La répartition des points entre l'évaluation journalière et l'évaluation de fin d'étude ou de module est fixée par l'Institut.

§ 3. Une session organisée pour l'auditeur absent lors de la première session pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail, appelée session différée, peut être organisée pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 30 juin. Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La session différée se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

§ 4. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

— en cours généraux et en cours professionnels : 50 % au total;

— en cours intégrés : 50 % dans chacune des matières.

§ 5. Par dérogation au § 4, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation. Dans ce cas, une seconde session sera organisée.

§ 6. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des paragraphes 1 à 4.

Art. 17. Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation, ainsi que l'appréciation des formateurs.

Art. 18. Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil des formateurs examine le dossier de l'apprenti, il peut notamment proposer toute mesure individuelle de nature à aider l'apprenti dans sa formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu, son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil se réunit, au minimum :

- en fin de première et de deuxième année, au plus tard le 5 juillet;
- à l'issue de la session différée visée à l'article 16, § 3, et au plus tard le 20 septembre.

Art. 19. Il est instauré dans chaque direction territoriale des Commissions de tutelle.

La Commission de tutelle comprend :

- a) le directeur de l'entité territoriale ou son représentant;
- b) un conseiller pédagogique de l'Institut;
- c) le délégué à la tutelle.

Le directeur du Centre ou son mandataire assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission.

Les propositions et décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix.

La Commission peut inviter toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation et se faire produire en temps utile tous les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

La Commission doit, si nécessaire, inviter le Centre à soumettre à nouveau le dossier au Conseil de formateurs réuni à l'issue de la session différée.

La Commission se réunit au plus tard le 20 juillet. Dans le cas d'une session différée visée à l'article 16, § 3, ce délai est fixé au 30 septembre, date à laquelle tous les dossiers doivent avoir fait l'objet d'une décision.

Un procès-verbal des délibérations de la Commission est établi et signé à l'issue de la séance par les membres de la Commission.

Art. 20. § 1^{er}. L'examen du dossier de l'apprenti qui n'a pas satisfait à l'évaluation se fait de la manière suivante :

1° si l'apprenti a suivi l'ensemble des cours dans un seul Centre :

a) le Conseil de formateurs visé à l'article 18 décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Le Centre transmet à l'Institut, au plus tard le 10 juillet, la liste des apprentis pour lesquels il s'est prononcé, accompagnée des résultats des épreuves ainsi que de ses décisions et avis.

Ce délai est fixé au 20 septembre pour l'apprenti appelé à présenter une session différée.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

b) lorsque la capacité à accéder à la classe supérieure n'est pas établie, le Conseil de formateurs transmet également à l'Institut un dossier comprenant les éléments d'appréciation et la justification de sa décision.

2° si l'apprenti a suivi les cours dans deux Centres :

a) le Conseil de formateurs de chaque Centre décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

b) chaque Centre transmet à la direction territoriale qui est intervenue dans l'agrément du contrat d'apprentissage, au plus tard le 10 juillet, les résultats de l'évaluation et les décisions et propositions du Conseil de formateurs.

Ce délai est fixé au 20 septembre pour l'apprenti appelé à présenter une session différée.

§ 2. Le dossier de l'apprenti qui n'a pas satisfait à l'évaluation et dont le Conseil ou les Conseils de formateurs n'a ou n'ont pas établi la capacité à accéder à la classe supérieure, est soumis à la Commission de tutelle visée à l'article 19.

La Commission peut prendre une décision de prolongation du contrat d'apprentissage lorsqu'elle estime que l'apprenti doit recommencer l'année.

La Commission peut prendre une décision de retrait d'agrément du contrat d'apprentissage, conformément à l'article 26 de l'arrêté relatif aux conditions d'agrément des contrats d'apprentissage lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Un retrait d'agrément pris suite à une proposition de la Commission ne peut être levé qu'avec l'accord de celle-ci et pour autant que les conditions d'agrément d'un nouveau contrat soient réunies.

La Commission peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans la formation.

Art. 21. Les décisions visées aux articles 19 et 20 doivent être approuvées par l'Institut. En cas de retrait d'agrément, la Commission émet des propositions pour permettre à l'apprenti de se réorienter conformément à l'article 3, 1° de l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 22. § 1^{er}. Les résultats des évaluations sont communiqués par le ou les Centres où l'apprenti a suivi les cours, à celui-ci et à son représentant légal, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier les transmet immédiatement au chef d'entreprise.

Lorsque l'apprenti n'a pas été admis par le Conseil de formateurs à accéder à la classe supérieure, le Centre informe celui-ci et son représentant légal que son dossier sera examiné par une Commission de tutelle;

Lorsque l'apprenti qui a suivi les cours dans deux Centres n'a pas été admis par le Conseil de formateurs dans l'un ou les deux Centres :

- 1° l'Institut informe l'apprenti et son représentant légal de l'examen du dossier en Commission de tutelle;
- 2° le délégué à la tutelle informe le chef d'entreprise de l'examen du dossier en Commission de tutelle.

§ 2. Les propositions et décisions de la Commission sont communiquées :

- 1° par l'Institut, aux Centres concernés ainsi qu'à l'apprenti et à son représentant légal;
- 2° par le délégué à la tutelle, au chef d'entreprise.

Art. 23. Dans le cas où un redoublement de l'année est proposé, le délégué à la tutelle invite les parties contractantes à marquer leur accord pour la prolongation du contrat d'apprentissage. Il informe par écrit l'apprenti et son représentant légal de ce que le refus de la prolongation ou l'absence de réponse entraîne le retrait d'agrément du contrat. Ce courrier précisera le délai de réponse de même que la sanction encourue en cas d'absence de réaction à ce courrier. L'avenant de prolongation du contrat d'apprentissage doit parvenir à l'Institut au plus tard le 30 septembre.

Art. 24. A la demande de l'apprenti, le Centre lui délivre, selon le cas, les attestations de fréquentation des cours ou les attestations de réussite aux évaluations de fin d'année.

Art. 25. L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique en entreprise selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Cette évaluation a pour but :

- 1° de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique de l'apprenti satisfait aux exigences du programme de formation et si les conditions de l'apprentissage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;
- 2° de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

- une évaluation régulière;
- une évaluation annuelle.

TITRE III. — Evaluations en formation de chef d'entreprise

CHAPITRE I. — Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise

Art. 26. § 1^{er}. Le Centre organise l'évaluation de fin de formation de chef d'entreprise pour :

- 1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de cours;
- 2° moyennant accord du Centre, l'auditeur qui n'a pas suivi tout ou partie des cours pour des raisons de formation antérieure ou de force majeure;
- 3° l'auditeur régulier ajourné ou absent à l'épreuve C qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'examen.

§ 2. L'auditeur qui est dispensé des cours en application de l'article 48 de l'arrêté relatif aux cours est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

Art. 27. § 1^{er}. Sont évaluées, en fonction du programme de formation élaboré par l'Institut pour chaque profession :

- 1° les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles, évaluées chacune à raison de 30 % du total des points ou les connaissances intégrées qui sont évaluées à concurrence de 60 % du total des points;
- 2° les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'Institut peut adapter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour certaines formations déterminées par l'Institut, les connaissances théoriques et pratiques peuvent être évaluées simultanément.

§ 4. L'évaluation des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles théoriques et des connaissances intégrées visée au § 1^{er}, comprend :

- 1° une évaluation continue;
- 2° un examen organisé au terme de la formation de chef d'entreprise qui comprend soit un examen A et un examen B soit un examen I.

La répartition des points entre l'évaluation continue et l'examen final est fixée par l'Institut.

L'Institut peut, pour certaines matières, décider qu'il n'a pas lieu de procéder à une évaluation.

L'évaluation des aptitudes professionnelles pratiques a lieu lors d'un examen C organisé au terme de la formation de chef d'entreprise.

§ 5. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des paragraphes 1 à 4.

Art. 28. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I visés à l'article 27, § 4.

La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 15 juillet.

Elle est mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

L'examen C visé à l'article 27 § 4 fait l'objet d'une session par an, ayant lieu entre le 15 mai et le 30 septembre.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour les formations dont l'Institut établit la liste, en cas de réussite aux examens A, B ou I, une session supplémentaire d'examen C peut être organisée conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut entre le 15 décembre et le 15 janvier de l'année suivante.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour les professions ayant un caractère saisonnier déterminées par l'Institut, les dates d'organisation des examens C peuvent moyennant l'accord préalable de l'Institut, être portées au 31 décembre.

Art. 29. § 1^{er}. Le Centre inscrit aux examens A, B ou I les auditeurs visés à l'article 26, § 1^{er}, 1° et 2°.

Sous réserve du § 2, le Centre inscrit à l'examen C les auditeurs visés à l'article 26, § 1^{er}.

§ 2. Le Centre inscrit à l'examen C le candidat qui justifie d'une expérience pratique suffisante conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Le candidat qui effectue en entreprise un stage dont les modalités sont fixées par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage justifie de l'expérience pratique requise à l'alinéa 1^{er}.

Art. 30. Les formateurs élaborent le contenu des examens A, B et I conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut. Ils procèdent à l'évaluation.

Art. 31. Il est instauré dans chaque centre des Commissions d'examen C. La Commission d'examen se compose d'un formateur et, sauf dérogation de l'Institut, d'un professionnel qui n'a pas la qualité de formateur.

L'Institut peut fixer, pour certaines professions qu'il détermine, un nombre plus élevé de membres de la Commission d'examen C.

Après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, le Centre propose les membres de la Commission d'examen C. L'Institut complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'examen C.

La Commission d'examen C procède à l'évaluation de cette épreuve conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut notamment quant à son contenu et à ses critères d'évaluation.

Art. 32. Au plus tard, quatre semaines avant le début des épreuves, le Centre soumet à l'Institut un projet de plan d'organisation des examens C.

Le plan comprend notamment les noms des membres de la Commission d'examen C, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Deux semaines après réception du projet de plan d'organisation, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Le Centre apporte les corrections éventuelles et transmet le plan d'organisation définitif à l'Institut avant le début des épreuves.

Art. 33. § 1^{er}. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

1° en connaissances A, B ou I : 50 % des points dans chacune des matières.

En outre, pour toutes les formations exigeant le certificat d'enseignement secondaire supérieur à l'entrée : 60 % au total des points;

2° en connaissances B des formations déterminées par l'Institut : 50 % au total des points;

3° en connaissances pratiques : 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 50 % dans chacune des activités professionnelles dans le cas de professions à activités multiples dont la liste est fixée par l'Institut;

4° en connaissances pratiques et théoriques évaluées simultanément comme prévu à l'article 27 § 3 : 60 % des points.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima par matière pour certains programmes de formation qu'il détermine.

Art. 34. Il est instauré, dans chaque Centre, des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation. L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle celles-ci ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au moins une fois en fin de formation afin de statuer sur le cas de l'auditeur qui n'a pas satisfait à l'évaluation.

Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 28, alinéa 1^{er}.

Art. 35. Le Centre communique par écrit le résultat de l'évaluation ainsi que la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 34, au candidat ainsi qu'à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet sans délai le résultat et la décision du conseil de formateurs au chef d'entreprise.

Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec, peut s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis, à condition d'y être admis par le Conseil de formateurs. Le Conseil de formateurs en élabore le contenu.

Le candidat régulier qui a satisfait à l'évaluation ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite obtient un diplôme délivré par le Centre au nom du Gouvernement de la Communauté française.

A la demande de l'auditeur, un certificat partiel conforme au modèle fixé par l'Institut est délivré par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations mentionnées à l'article 27, § 1^{er}.

Le candidat qui a satisfait à l'évaluation des cours de gestion ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite obtient un certificat de gestion conforme au modèle fixé par l'Institut, délivré par le Centre au nom du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Evaluation en cours de formation de chef d'entreprise*

Art. 36. § 1^{er}. Le Centre organise une évaluation annuelle pour l'auditeur régulier.

L'auditeur qui est dispensé de cours, en application de l'article 48 de l'arrêté relatif aux cours, est dispensé de l'évaluation organisée pour ces cours.

§ 2. Deux sessions peuvent être organisées pour les examens A, B et I. La première session organisée à la fin des cours se termine au plus tard le 15 juillet et doit être mentionnée au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 15 septembre.

Art. 37. § 1^{er}. Sont évaluées, en fonction du programme élaboré par l'Institut pour chaque profession :

a) soit les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles théoriques évaluées chacune à raison de 50 % du total des points;

b) soit les connaissances intégrées.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Institut peut adapter une répartition différente entre les épreuves pour certaines formations qu'il détermine.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets : d'une part, une évaluation en cours d'année et, d'autre part, un examen de fin d'année.

La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut. Celui-ci peut, pour certaines matières, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques mentionnées à l'article 11 de l'arrêté relatif aux cours, l'Institut peut déroger aux dispositions des § 1^{er} et 2.

Art. 38. Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Art. 39. § 1^{er}. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir en connaissances A, B et I :

50 % des points dans chacune des matières faisant partie des cours et :

a) pour les formations exigeant le certificat d'enseignement secondaire supérieur à l'entrée : 60 % de l'ensemble des points

ou

pour les formations déterminées par l'Institut : 50 % au total pour l'ensemble des points en b) connaissances professionnelles.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, pour certains programmes de formation, l'Institut peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima par matière.

Art. 40. Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre et de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation. L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle ces réunions ont lieu; son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au moins une fois en fin d'année afin de statuer sur le cas de l'auditeur qui n'a pas satisfait à l'évaluation. Le Conseil de formateurs éventuellement restreint peut délibérer à l'issue de la seconde session mentionnée à l'article 36 § 2.

Art. 41. Le Centre communique par écrit le résultat de l'évaluation, ainsi que la décision éventuelle du Conseil de formateurs visé à l'article 40, au candidat, à l'Institut et au délégué à la tutelle. Ce dernier transmet sans délai le résultat et la décision du Conseil de formateurs au chef d'entreprise.

A la demande de l'auditeur, le Centre lui délivre, selon le cas, une attestation de fréquentation des cours ou de réussite à l'une des évaluations.

Art. 42. L'examen du dossier du stagiaire qui n'a pas satisfait à l'évaluation se fait conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Art. 43. L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique dispensée en entreprise aux auditeurs ayant conclu une convention de stage en vertu de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Cette évaluation a pour but :

1° de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique du stagiaire satisfait aux exigences du plan de formation et si les conditions dans lesquelles se déroule le stage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;

2° de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

— une évaluation régulière;

— une évaluation annuelle.

CHAPITRE III. — *Evaluation des cours accélérés*

Art. 44. L'auditeur régulier est soumis à une évaluation dont les conditions de réussite sont fixées aux articles 33 et 39.

L'évaluation se fonde sur le programme de formation.

Art. 45. Les formateurs préparent les examens pour les cours dont ils sont responsables.

Les formateurs procèdent à l'évaluation des connaissances du candidat.

Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Art. 46. Il est instauré dans chaque Centre des Conseils de formateurs. Le Conseil de formateurs prend, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut les décisions relatives au suivi pédagogique de l'auditeur et à la sanction de la formation.

Le Conseil de formateurs est composé de formateurs, du directeur du Centre ou de son mandataire et du délégué à la tutelle, ce dernier ayant voix consultative. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation.

L'Institut est invité aux réunions du Conseil quinze jours au moins avant la date à laquelle ces réunions ont lieu, son mandataire peut y assister avec voix consultative.

Le Conseil de formateurs se réunit au minimum une fois à l'issue du cycle de formation afin d'examiner les résultats de chacun des auditeurs et de statuer.

Art. 47. Dans les quinze jours de la fin de la session de formation, le Centre communique au candidat et à l'Institut les résultats de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs.

Le candidat qui n'a pas satisfait à l'évaluation et pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision d'échec peut s'inscrire à la seconde session pour les examens pour lesquels il n'a pas obtenu le minimum des points requis, à condition d'y être admis par le Conseil de formateurs.

Cette seconde session doit être organisée par le Centre dans les deux mois qui suivent la fin de la première session.

Dans les quinze jours de la fin de la seconde session, le Centre communique au candidat à l'Institut les résultats de l'évaluation et la décision éventuelle du Conseil de formateurs.

Art. 48. Le Centre délivre, dans le mois qui suit la fin de la formation, au candidat qui a satisfait à l'évaluation, ou pour lequel le Conseil de formateurs a pris une décision de réussite, un certificat conforme au modèle-type fixé par l'Institut et le transmet à ce dernier pour signature.

Art. 49. Les questionnaires des évaluations sont tenus à la disposition de l'Institut, quinze jours avant le déroulement des épreuves.

TITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 50. En cas de contestation écrite et motivée quant à la validité d'une évaluation, l'auditeur peut adresser un recours suivant sa situation soit auprès de la Commission de recours instituée au sein de l'Institut, soit auprès de la Commission de recours visée par l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire française du 17 juillet 1998 réglant les recours et l'organisation et le fonctionnement de la Commission de recours dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 51. L'Institut fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 52. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 54. Le Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

E. TOMAS,

Président du Collège de la Commission communautaire française

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

VERTALING

N. 2000 — 2614

[C — 2000/31337]

20 JULI 2000. — Besluit 2000/776 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap, welk de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie toewijst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij Decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op de artikelen 5, 6°;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 23 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 17 juli 2000;

Overwegende dat het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand, de leersecretarissen, de ondernemingshoofden, de leerlingen en de stagiairs dwingend de nieuwe bepalingen betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het begin van het volgende opleidingsjaar, vastgelegd op 1 september 2000, moeten kennen;

Overwegende dat het besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk bekendgemaakt moet worden en in werking moet treden;

Op de voordracht van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de professionele en permanente vorming voor de Middenstand behoort,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "besluit betreffende de cursussen voor opleiding", het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 betreffende de cursussen voor opleiding in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° "besluit betreffende de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten", het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° "Instituut", het Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° "Centrum", het Centrum voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

5° "territoriale directie", de territoriale directie van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises";

6° "regelmatige cursist", de cursist die effectief minstens 2/3 van de tijdens het opleidingsjaar georganiseerde lessen gevolgd heeft;

7° "afgewezen regelmatige cursist", de cursist die, hoewel hij regelmatig is, eerder in zijn opleiding niet geslaagd is en de examens opnieuw moet afleggen, zonder de cursussen opnieuw te moeten volgen;

8° "geïntegreerde kennis" :

a) voor titel II, de algemene en de beroepskennis, die het voorwerp zijn van een zelfde cursus;

b) voor titel III, de beheers- en de beroepskennis, die het voorwerp zijn van een zelfde cursus;

9° a) "A-examen" :

— voor titel II, het examen met betrekking tot de algemene kennis

— voor titel III, het examen met betrekking tot de beheerskennis;

b) "B-examen" :

— het examen met betrekking tot de theoretische beroepskennis;

c) "T-examen" : het examen met betrekking tot de geïntegreerde kennis;

d) "C-examen" : het examen met betrekking tot de praktische beroepsbekwaamheid.

Art. 2. Het Instituut coördineert zowel de organisatie van de doorlopende evaluatie als deze van het examen, waarvoor het het pedagogische en administratieve toezicht verzekert.

Art. 3. Het Centrum organiseert zowel de evaluatie als het examen en zorgt voor hun goed verloop en hun regelmatigheid, alsook de toepassing van het organisatieplan bedoeld in de artikelen 11 en 32.

Art. 4. De vragenlijsten van de A-, B- en I-examens worden ten minste veertien dagen vóór de datum van de proef aan het Instituut bezorgd.

De examens zijn schriftelijk of mondeling. Een schriftelijk verslag van de mondelinge examens, welk overeenkomstig de door het Instituut bepaalde modaliteiten en voorwaarden opgesteld moet worden, wordt in het Centrum bewaard.

De schriften en werken van de kandidaten, alsook de niet-verbruikbare examenstukken moeten ter beschikking van het Instituut worden gehouden tot 30 september van het burgerlijk jaar dat volgt op het examenjaar.

Eventuele vastgestelde onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig verklaard wordt, volgens modaliteiten bepaald door het Instituut en onverminderd andere administratieve beslissingen.

TITEL II. — Evaluaties in de leertijd

HOOFDSTUK I. — *Evaluatie einde leertijd*

Art. 5. § 1. Het Centrum organiseert de evaluatie einde leertijd voor :

1° de leerling verbonden door een leerovereenkomst, erkend door het Instituut krachtens het besluit houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens welk de leerovereenkomst eindigt;

2° de voor de cursussen van de leertijd ingeschreven regelmatige cursist, die zonder de in 1° bedoelde voorwaarde te vervullen, een praktijkopleiding volgt, die gelijkwaardig is met die van de leerovereenkomst. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens welk deze opleiding eindigt;

3° de afgewezen regelmatige cursist, die daartoe een schriftelijke aanvraag bij het Centrum vóór 31 januari van het evaluatiejaar indient.

§ 2. De cursist, die in toepassing van artikel 19 § 2 van het besluit betreffende de cursussen voor opleiding van de cursussen vrijgesteld wordt, wordt van de voor deze cursussen georganiseerde evaluatie vrijgesteld.

Art. 6. § 1. De evaluatie berust op het voor elk beroep uitgewerkte opleidingsprogramma en heeft betrekking :

a) hetzij op de algemene kennis en de beroepskennis, elk naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten, hetzij op de geïntegreerde kennis, naar verhouding van 60 pct. van het totaal van de punten;

b) op de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. In afwijking van § 1. kan het Instituut een verschillende verdeling tussen de proeven voor zekere opleidingen aannemen, die het bepaalt.

§ 3. De evaluatie van de algemene kennis, van de beroepskennis en van de geïntegreerde kennis bedoeld in § 1. omvat :1°

een doorlopende evaluatie;

2° een examen georganiseerd aan het einde van de leertijd, welk hetzij een A- en een B-examen, hetzij een I-examen omvat.

De verdeling van de punten tussen de doorlopende evaluatie en het eindexamen wordt door het Instituut bepaald.

Het Instituut kan voor bepaalde leerinhouden beslissen, dat er geen evaluatie geschiedt.

De evaluatie van de praktische beroepsbekwaamheid gebeurt in het kader van een C-examen georganiseerd aan het einde van de leertijd.

§ 4. Het Instituut kan van de bepalingen van de § 1. tot 3. afwijken, om aan de implicaties van de pedagogische innovaties bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen te beantwoorden.

Art. 7. Voor de A-, B- en I-examens worden er twee zittingen georganiseerd.

De eerste zitting, georganiseerd aan het einde van de cursussen, eindigt uiterlijk op 30 juni, en wordt in de uurrooster-kalender vermeld.

De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 15 september gehouden.

Voor de C-examens wordt er één enkele zitting per jaar georganiseerd.

Deze zitting wordt tussen 15 mei en 30 september gehouden. De uiterste datum wordt voor de door het Instituut bepaalde seizoengebonden beroepen op 31 december gebracht.

Art. 8. § 1. Het Centrum schrijft hetzij voor de A- en B-examens hetzij voor de I-examens de volgende personen in :

1° de in het laatste cursusjaar ingeschreven regelmatige cursist;

2° de afgewezen regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3°.

§ 2. Het Centrum schrijft voor de C-examens de volgende personen in :

1° de in het laatste cursusjaar ingeschreven regelmatige cursist, die bij een vorige zitting, hetzij voor de A- en B-examens hetzij voor het I-examen geslaagd is;

2° de regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3°.

§ 3. Het Instituut zorgt voor de inschrijving voor de B- en C-examens van de kandidaten voor wie geen beroeps cursussen georganiseerd konden worden.

Art. 9. De lesgevers werken de inhoud van de A-, B- en I-examens uit, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten. Ze zorgen voor de evaluatie.

Art. 10. § 1. Er worden, in elk Centrum, B-examencommissies voor de beroepen, waarvoor geen specifieke cursus georganiseerd werd, en C-examencommissies ingesteld. De examencommissie is samengesteld uit :

a) hetzij een lesgever en een vakdeskundige die geen lesgever is, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut;

b) hetzij twee vakdeskundigen, indien geen specifieke cursus georganiseerd werd in het beroep waarvoor het examen georganiseerd wordt.

Het Instituut kan, voor bepaalde beroepen die het vastlegt, een hoger aantal leden voor de C-examencommissie bepalen.

§ 2. Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele groeperingen stelt het Centrum de leden van de C-examencommissies voor.

De definitieve lijst van de leden wordt door het Instituut aangevuld en vastgelegd, en aan het Centrum overgemaakt; het Centrum stelt dan zijn C-examencommissies samen.

De C-examencommissie zorgt voor de evaluatie van het C-examen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, onder anderen wat betreft zijn inhoud en evaluatiecriteria.

Art. 11. Uiterlijk vier weken vóór het begin van de proeven legt het Centrum aan het Instituut een organisatieplan voor, voor de C-examens en voor de B-examens waarvoor geen cursus georganiseerd werd. Het plan omvat o.a. de namen van de leden van de C-examencommissie, de datum, het uur en de plaats van het examen en het aantal kandidaten.

Twee weken na de ontvangst van het ontwerp van organisatieplan geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen.

Het Centrum brengt er eventuele verbeteringen aan en bezorgt het definitieve organisatieplan aan het Instituut vóór het begin van de proeven.

Art. 12. § 1. Om aan de evaluatie te voldoen moet de kandidaat :

1° 50 pct. voor het geheel in algemene kennis en in beroepskennis

of

50 pct. in elk vak voor de cursussen geïntegreerde kennis behalen;

2° voor de praktijkopleiding, 60 pct. voor het geheel van de evaluatie en 40 pct. voor elk van de beroepswerkzaamheden behalen, in het geval van beroepen met verschillende werkzaamheden, waarvan de lijst door het Instituut bepaald wordt.

§ 2. In afwijking van § 1. kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima per vak vastleggen voor bepaalde opleidingsprogramma's in beroepen waarvoor bijzondere erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten vastgelegd werden.

Art. 13. In elk Centrum worden er Raden van lesgevers ingesteld. De Raad van lesgevers neemt, overeenkomstig de richtlijnen van het Instituut, de beslissingen betreffende de pedagogische follow-up van de leerling en de sanctie van zijn opleiding.

De Raad van lesgevers is samengesteld uit lesgevers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de leersecretaris, deze laatste met raadgevende stem.

Hij kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen.

Het Instituut wordt voor de vergaderingen van de Raad, minstens veertien dagen vóór de datum van de vergadering uitgenodigd; zijn gemachtigde kan deze met raadgevende stem.

De Raad van lesgevers vergadert minstens eenmaal aan het einde van de opleiding, om over het geval van kandidaten te beslissen, die voor de evaluatie niet geslaagd zijn. Een eventueel beperkte Raad van lesgevers kan na afloop van de tweede zitting bedoeld in artikel 7 delibereren.

Art. 14. § 1. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie en de eventuele beslissing van de Raad van lesgevers bedoeld in artikel 13 aan de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger, aan het Instituut en aan de leersecretaris mede. Deze laatste deelt onmiddellijk de uitslag en de beslissing van de Raad van lesgevers aan het ondernemingshoofd mede.

§ 2. De kandidaat, die aan de evaluatie niet voldaan heeft en voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft dat hij gezakt is, kan zich voor de A-, B- en I-examens, waarin hij het vereiste minimum van de punten niet behaald heeft, voor de tweede zitting laten inschrijven.

Het Centrum nodigt hem automatisch voor de tweede zitting uit, behalve wanneer de Raad van lesgevers een ongunstig advies gegeven heeft, om andere dan disciplinaire redenen.

§ 3. De kandidaat, die aan de evaluatie voldaan heeft of voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft, dat hij geslaagd is, krijgt een getuigschrift, dat namens de Regering van de Franse Gemeenschap door het Centrum uitgereikt wordt.

§ 4. Op verzoek van de cursist wordt hem een deelgetuigschrift, dat met het door het Instituut opgestelde model overeenstemt, door het Centrum uitgereikt, wanneer de kandidaat bij één van de in artikel 5, § 1. bedoelde evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie gedurende de leertijd*

Art. 15. § 1. Het Centrum organiseert een jaarlijkse evaluatie voor :

1) de leerling die verbonden is door een leerovereenkomst erkend door het Instituut, krachtens het besluit betreffende de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten;

2) de regelmatige cursist ingeschreven voor de cursussen van de leertijd, die de voorwaarde bedoeld in 1) niet vervult.

§ 2. De cursist, die in toepassing van artikel 19 § 2° van het besluit betreffende de cursussen van de cursussen vrijgesteld wordt, wordt van de voor deze cursussen georganiseerde evaluatie vrijgesteld.

Art. 16. § 1. De evaluatie berust op het voor elk beroep uitgewerkte opleidingsprogramma en heeft betrekking :

1° hetzij op de algemene kennis en de theoretische beroepskennis, elk naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten;

1° hetzij op de geïntegreerde kennis.

§ 2. De evaluatie omvat :

1° een dagelijkse evaluatie voor zover ze in de erkende programma's vermeld wordt;

2° één of meerdere evaluaties georganiseerd na het studeren van een leerstof of van een module, bedoeld in de artikelen 17 en 43 van het besluit betreffende de cursussen. Deze evaluaties worden in de uurrooster-kalender vermeld. De verdeling van de punten tussen de dagelijkse evaluatie en de evaluatie na het studeren van een leerstof of module, wordt door het Instituut vastgelegd.

§ 3. Voor de A-, B- en I-examens kan er een uitgestelde zitting georganiseerd worden voor cursisten, die bij de eerste zitting om een voor de sociale wetgeving geldige reden afwezig waren. De eerste zitting, georganiseerd aan het einde van de cursussen, eindigt uiterlijk op 30 juni en moet in de uurrooster-kalender vermeld worden. De uitgestelde zitting wordt tussen 15 augustus en 15 september gehouden.

§ 4. Om aan de evaluatie te voldoen moet de kandidaat :

— 50 pct. voor het geheel in algemene en in beroepscursussen;

— 50 pct. in elk vak in geïntegreerde cursussen behalen.

§ 5. In afwijking van § 4. kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima per vak vastleggen voor zekere opleidingsprogramma's. In dat geval wordt er een tweede zitting georganiseerd.

§ 6. Het Instituut kan van de bepalingen van de paragrafen 1 tot 4 afwijken, om aan de implicaties van de pedagogische innovaties bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen te beantwoorden.

Art. 17. De lesgevers bereiden de examens voor, voor de cursussen waarvoor ze verantwoordelijk zijn. Ze voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op, met alle elementen betreffende de evaluatie en de beoordeling door de lesgevers.

Art. 18. Er worden in elk Centrum Raden van lesgevers ingesteld. De Raad van lesgevers onderzoekt het dossier van de leerling en kan o.a. elke individuele maatregel voorstellen, om de leerling in zijn opleiding te helpen.

De Raad van lesgevers is samengesteld uit lesgevers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de leersecretaris, deze laatste met raadgevende stem.

Hij kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen.

Het Instituut wordt voor de vergaderingen van de Raad, minstens veertien dagen vóór de datum van de vergadering uitgenodigd; zijn gemachtigde kan deze met raadgevende stem bijwonen.

De Raad vergadert minstens :

— aan het einde van het eerste en van het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli;

— na afloop van de uitgestelde zitting bedoeld in artikel 16 § 3., uiterlijk op 20 september.

Art. 19. Er worden in elke territoriale directie Commissies van Toezicht ingesteld.

De Commissie van Toezicht is samengesteld uit :

a) de directeur van de territoriale entiteit of zijn vertegenwoordiger;

b) een pedagogisch adviseur van het Instituut;

c) de leersecretaris.

De directeur van het Centrum of zijn gemachtigde woont de vergaderingen van de Commissie van rechtswege, met raadgevende stem bij.

De voorstellen en beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De Commissie kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen, en zich alle inlichtingen doen overleggen, die nodig zijn voor de uitoefening van haar opdracht. Ze moet desnoods het Centrum verzoeken, het dossier aan de Raad van lesgevers opnieuw voor te leggen, na de uitgestelde zitting.

De Commissie vergadert uiterlijk op 20 juli. In het geval van een uitgestelde zitting bedoeld in artikel 16 § 3. wordt die termijn vastgesteld op 30 september. Op deze datum moet over alle dossiers uitspraak gedaan zijn.

Van de beraadslaging van de Commissie worden notulen gemaakt, die na afloop van de vergadering door de commissieleden ondertekend worden.

Art. 20. § 1. De procedure voor het onderzoek van de dossiers van leerlingen die bij de evaluatie niet hebben voldaan, is de volgende :

1° voor leerlingen die het geheel van de cursussen in één enkel Centrum hebben gevolgd :

a) de Raad van lesgevers bedoeld in artikel 18 beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt. Het Centrum bezorgt uiterlijk op 10 juli aan het Instituut de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, samen met de uitslagen van de proeven, alsook zijn beslissingen en adviezen. Die termijn is vastgesteld op 20 september voor de leerling, die aan een uitgestelde zitting moet deelnemen. Hij kan elke maatregel voorstellen, die de leerling in zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

b) wanneer de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet vastgesteld is, bezorgt de Raad van lesgevers eveneens aan het Instituut een dossier waarin de beoordelingsgegevens en de rechtvaardiging van zijn beslissing vervat zijn.

2° voor leerlingen die de cursussen in twee Centra hebben gevolgd :

a) de Raad van lesgevers van elk Centrum beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt; hij kan elke maatregel voorstellen, die de leerling in zijn opleiding vorderingen kan helpen maken;

b) elk Centrum bezorgt, uiterlijk op 10 juli, aan de territoriale directie die in de erkenning van de leerovereenkomst bemiddeld heeft, de uitslagen van de evaluatie en de beslissingen en voorstellen van de Raad van lesgevers. Die termijn is vastgesteld op 20 september voor de leerling, die aan een uitgestelde zitting moet deelnemen.

§ 2. Het dossier van de leerling, die aan de evaluatie niet voldaan heeft en van wie de Raad of de Raden van lesgevers de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet heeft of niet hebben vastgesteld, wordt aan de Commissie van Toezicht bedoeld in artikel 19 voorgelegd.

De Commissie kan beslissen de leerovereenkomst te verlengen, wanneer zij oordeelt dat de leerling het jaar moet herbeginnen.

De Commissie kan beslissen de erkenning van de leerovereenkomst in te trekken, overeenkomstig artikel 26 van het besluit betreffende de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten, wanneer zij het nodig acht.

Elke intrekking ingevolge een voorstel van de Commissie kan slechts met haar instemming opgeheven worden, mits de voorwaarden voor de erkenning van een nieuwe overeenkomst vervuld zijn.

De Commissie kan elke maatregel voorstellen, die de leerling in zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

Art. 21. De beslissingen bedoeld in de artikelen 19 en 20 moeten door het Instituut goedgekeurd worden. In geval van intrekking van erkenning brengt de Commissie voorstellen uit, om aan de leerling toe te laten zich te heroriënteren, overeenkomstig artikel 3, 1° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leersecretaris in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 22. § 1. De uitslagen van de evaluaties worden door het Centrum of de Centra, waar de leerling de cursussen gevolgd heeft, aan de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger, aan het Instituut en aan de leersecretaris medegedeeld.

De leersecretaris deelt ze onmiddellijk aan het ondernemingshoofd mede.

Wanneer de leerling door de Raad van lesgevers niet toegelaten werd tot de hogere klas, informeert het Centrum deze leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger dat zijn dossier door een Commissie van Toezicht onderzocht zal worden.

Wanneer de leerling, die de cursussen in twee Centra gevolgd heeft, door de Raad van lesgevers in één of in beide Centra niet toegelaten werd :

1° informeert het Instituut de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger van het onderzoek van het dossier in de Commissie van Toezicht;

2° informeert de leersecretaris het ondernemingshoofd van het onderzoek van het dossier in de Commissie van Toezicht.

§ 2. De voorstellen en beslissingen van de Commissie worden :

1° door het Instituut aan de betrokken Centra, aan de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° door de leersecretaris aan het ondernemingshoofd medegedeeld.

Art. 23. Wanneer voorgesteld wordt, de leerling te laten blijven zitten, verzoekt de leersecretaris de contracterende partijen hem hun akkoord voor de verlenging van de leerovereenkomst mede te delen. Hij informeert schriftelijk de leerling en zijn wettelijke vertegenwoordiger dat de weigering van de verlenging of het uitblijven van een antwoord de intrekking van de erkenning van de overeenkomst tot gevolg heeft.

De brief vermeldt de antwoordtermijn alsook de sanctie wanneer op die brief niet gereageerd wordt. Het aanhangsel tot verlenging van de overeenkomst moet uiterlijk op 30 september bij het Instituut toekomen.

Art. 24. Op verzoek van de leerling kan het Centrum hem, volgens het geval, attesten uitreiken, die bewijzen dat hij de lessen heeft gevolgd of voor de examens op het einde van het jaar is geslaagd.

Art. 25. Het Instituut evalueert de praktijkopleiding in het bedrijf volgens de voorwaarden en modaliteiten die het bepaalt.

Deze evaluatie heeft tot doel :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen, die door de leerling bij zijn praktijkopleiding gemaakt worden, aan de eisen van het opleidingsprogramma voldoet en of de leeromstandigheden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften beantwoorden;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

Ze omvat twee luiken :

— een regelmatige evaluatie;

— een jaarlijkse evaluatie.

TITEL III. — Evaluaties in de ondernemersopleiding

HOOFDSTUK I. — Evaluatie einde ondernemersopleiding

Art. 26. § 1. Het Centrum organiseert de evaluatie op het einde van de ondernemersopleiding voor :

1° de in het laatste cursusjaar ingeschreven regelmatige cursist;

2° mits akkoord van het Centrum, de cursist die het geheel of een gedeelte van de lessen om redenen van vooropleiding of in geval van overmacht niet heeft gevolgd;

3° de op de C-proef afgewezen of afwezige regelmatige cursist, die vóór 31 januari van het examenjaar een schriftelijke aanvraag bij het Centrum heeft ingediend.

§ 2. De cursist, die in toepassing van artikel 48 van het besluit betreffende de cursussen van de cursussen vrijgesteld wordt, wordt van de voor deze cursussen georganiseerde evaluatie vrijgesteld.

Art. 27. § 1. De evaluatie berust op het door het Instituut voor elk beroep uitgewerkte opleidingsprogramma en heeft betrekking op :

1° de beheerskennis en de beroepskennis, elk naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten, of de geïntegreerde kennis, naar verhouding van 60 pct. van het totaal van de punten;

2° de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. In afwijking van § 1. kan het Instituut een verschillende verdeling tussen de proeven aannemen voor zekere opleidingen, die het bepaalt.

§ 3. In afwijking van § 1. kunnen de theoretische en de praktische kennis gelijktijdig geëvalueerd worden voor zekere opleidingen, die het Instituut bepaalt.

§ 4. De evaluatie van de beheerskennis, van de theoretische beroepskennis en van de geïntegreerde kennis bedoeld in § 1, omvat :

- 1° een doorlopende evaluatie;
- 2° een examen georganiseerd aan het einde van de ondernemersopleiding, welk hetzij een A- en een B-examen hetzij een I-examen omvat.

De verdeling van de punten tussen de doorlopende evaluatie en het eindexamen wordt door het Instituut bepaald.

Het Instituut kan voor bepaalde leerinhouden beslissen, dat er geen evaluatie geschiedt.

De evaluatie van de praktische beroepsbekwaamheid gebeurt in het kader van een C-examen georganiseerd aan het einde van de ondernemersopleiding.

§ 5. Het Instituut kan van de bepalingen van de § 1 tot 4 afwijken, om aan de implicaties van de pedagogische innovaties bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen te beantwoorden.

Art. 28. Voor de A-, B- en I-examens bedoeld in artikel 27 § 4 worden er twee zittijden georganiseerd.

De eerste zitting, georganiseerd aan het einde van de cursussen, eindigt uiterlijk op 15 juli, en wordt in de uurrooster-kalender vermeld. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 15 september gehouden.

Het C-examen bedoeld in artikel 27 § 4 is het voorwerp van één zitting per jaar, die tussen 15 mei en 30 september wordt gehouden.

In afwijking van alinea 2 kan er, voor kandidaten die in de A-, B- of I-examens geslaagd zijn, in opleidingen waarvan het Instituut de lijst vastlegt, een bijkomende zitting van C-examen georganiseerd worden, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten en tussen 15 december en 15 januari van het volgende jaar.

In afwijking van alinea 2 kunnen de organisatiedata van de C-examens voor de door het Instituut bepaalde seizoengebonden beroepen op 31 december gebracht worden, mits voorafgaand akkoord van het Instituut.

Art. 29. § 1. Het Centrum schrijft voor de A-, B- of I-examens de cursisten bedoeld in artikel 26, § 1, 1° en 2° in. Onder voorbehoud van § 2 schrijft het Centrum voor het C-examen de cursisten bedoeld in artikel 26 § 1 in.

§ 2. Het Centrum schrijft voor het C-examen de kandidaat in, die een voldoende praktijkervaring aantoonst, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

De kandidaat, die in een bedrijf een stage doet, waarvan de modaliteiten bepaald worden door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst, toont de in alinea 1 vereiste praktijkervaring aan.

Art. 30. De lesgevers werken de inhoud van de A-, B- en I-examens uit, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Ze voeren de evaluatie uit.

Art. 31. Er worden in elk Centrum C-examencommissies ingesteld. Deze examencommissies zijn samengesteld uit een lesgever en, behalve afwijking toegestaan door het Instituut, uit een vakdeskundige die geen lesgever is.

Het Instituut kan voor bepaalde beroepen die het vastlegt, een hoger aantal leden van de C-examencommissie bepalen.

Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele groeperingen stelt het Centrum de leden van de C-examencommissie voor.

De definitieve lijst van de leden wordt door het Instituut aangevuld en vastgelegd, en aan het Centrum overgemaakt, dat zijn C-examencommissies samenstelt.

De C-examencommissie zorgt voor de evaluatie van dit examen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, onder anderen wat betreft zijn inhoud en evaluatiecriteria.

Art. 32. Uiterlijk vier weken vóór het begin van de proeven legt het Centrum aan het Instituut een ontwerp van organisatieplan van de C-examens voor.

Het plan omvat onder anderen de namen van de leden van de C-examencommissie, de datum, het uur et de plaats van het examen en het aantal kandidaten.

Twee weken na de ontvangst van het ontwerp van organisatieplan geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen.

Het Centrum brengt er eventuele verbeteringen aan en bezorgt het definitieve organisatieplan aan het Instituut vóór het begin van de proeven.

Art. 33. § 1. Om aan de evaluatie te voldoen moet de kandidaat :

1° in de A-, B- of I-kennis : 50 pct. van de punten in elk vak behalen. Bovendien, in alle opleidingen, waar het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs voor de toelating vereist wordt : 60 pct. voor het geheel van de punten;

2° in de B- kennis van de door het Instituut bepaalde opleidingen : 50 pct. voor het geheel van de punten behalen;

3° voor de praktische bekwaamheid : 60 pct. voor het geheel van de evaluatie en 50 pct. in elk van de beroepsactiviteiten behalen, in het geval van beroepen met verschillende activiteiten, waarvan de lijst door het Instituut bepaald wordt;

4° wanneer de praktische en de theoretische kennis gelijktijdig geëvalueerd worden, zoals voorzien in artikel 27 § 3 : 60 pct. van de punten behalen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima per vak vastleggen voor bepaalde opleidingsprogramma's, die het bepaalt.

Art. 34. In elk Centrum worden er Raden van lesgevers ingesteld. De Raad van lesgevers neemt, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, de beslissingen betreffende de pedagogische follow-up van de cursist en de sanctie van zijn opleiding.

De Raad van lesgevers is samengesteld uit lesgevers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de leersecretaris, deze laatste met raadgevende stem. Hij kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen. Het Instituut wordt voor de vergaderingen van de Raad, minstens veertien dagen vóór de datum van de vergadering uitgenodigd: zijn gemachtigde kan deze met raadgevende stem bijwonen.

De Raad van lesgevers vergadert minstens eenmaal aan het einde van de opleiding, om over het geval van de cursist te beslissen, die voor de evaluatie niet geslaagd is.

Een eventueel beperkte Raad van lesgevers kan na afloop van de tweede zitting bedoeld in artikel 28, alinea 1 delibereren.

Art. 35. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie alsook de eventuele beslissing van de Raad van lesgevers bedoeld in artikel 34, aan de kandidaat, aan het Instituut en aan de leersecretaris schriftelijk mede. Deze laatste deelt onmiddellijk de uitslag en de beslissing van de Raad van lesgevers aan het ondernemingshoofd mede.

De kandidaat, die aan de evaluatie niet voldaan heeft en voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft dat hij gezakt is, kan zich voor de A-, B- en I-examens, waarin hij het vereiste minimum van punten niet behaald heeft, voor de tweede zitting laten inschrijven, op voorwaarde dat hij door de Raad van lesgevers toegelaten wordt. De Raad van lesgevers werkt de inhoud van de proeven uit.

De kandidaat, die aan de evaluatie voldaan heeft of voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft dat hij geslaagd is, krijgt een diploma, dat namens de Regering van de Franse Gemeenschap door het Centrum uitgereikt wordt.

Op verzoek van de cursist wordt hem een deelgetuigschrift, dat met het door het Instituut opgestelde model overeenstemt, door het Centrum uitgereikt, wanneer hij bij één van de in artikel 27 § 1 bedoelde evaluaties geslaagd is.

De kandidaat, die aan de evaluatie van de beheerscursussen voldaan heeft of voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft dat hij geslaagd is, krijgt een beheersgetuigschrift, welk met het door het Instituut opgestelde model overeenstemt en door het Centrum namens de Regering van de Franse Gemeenschap uitgereikt wordt.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie gedurende de ondernemersopleiding*

Art. 36. § 1. Het Centrum organiseert een jaarlijkse evaluatie voor de regelmatige cursist.

De cursist, die in toepassing van artikel 48 van het besluit betreffende de cursussen van de cursussen vrijgesteld wordt, wordt van de voor deze cursussen georganiseerde evaluatie vrijgesteld.

§ 2. Er kunnen twee zittingen georganiseerd worden voor de A-, B- en I-examens. De eerste zitting, georganiseerd aan het einde van de cursussen eindigt uiterlijk op 15 juli en moet in de uurrooster-kalender vermeld worden. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 15 september gehouden.

Art. 37. § 1. De evaluatie berust op het voor elk beroep door het Instituut uitgewerkte programma en heeft betrekking :

a) hetzij op de beheerskennis en de theoretische beroepskennis, elk naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten;

b) hetzij op de geïntegreerde kennis.

In afwijking van alinea 1 kan het Instituut een verschillende verdeling tussen de proeven aannemen voor zekere opleidingen, die het bepaalt.

§ 2. De evaluatie omvat twee luiken : enerzijds een evaluatie in de loop van het jaar en anderzijds een examen op het einde van het jaar.

De verdeling van de punten tussen de twee luiken van de evaluatie wordt door het Instituut bepaald, dat voor bepaalde vakken kan beslissen dat er geen evaluatie in de loop van het jaar moet worden georganiseerd.

§ 3. Het Instituut kan van de bepalingen van de § 1 en 2 afwijken, om aan de implicaties van de pedagogische innovaties bedoeld in artikel 11 van het besluit betreffende de cursussen te beantwoorden.

Art. 38. De lesgevers bereiden de examens voor de cursussen voor, waarvoor ze verantwoordelijk zijn.

De lesgevers zorgen voor de evaluatie van de kennis van de kandidaten.

Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op met alle elementen betreffende de evaluatie.

Art. 39. § 1. Om aan de evaluatie te voldoen moet de kandidaat in A-, B- en I- kennis 50 pct. van de punten behalen in elk vak van de cursus en :

a) in opleidingen waar het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs voor de toelating vereist wordt : 60 pct. van het geheel van de punten

of

b) in opleidingen bepaald door het Instituut : 50 pct. in totaal voor het geheel van de punten in beroepskennis.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het Instituut voor bepaalde opleidingsprogramma's de minima wijzigen, die vereist zijn om te slagen, of minima per vak vastleggen.

Art. 40. In elk Centrum worden er Raden van lesgevers ingesteld. De Raad van lesgevers neemt, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, de beslissingen betreffende de pedagogische follow-up van de cursist en de sanctie van zijn opleiding.

De Raad van lesgevers is samengesteld uit lesgevers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de leersecretaris, deze laatste met raadgevende stem. Hij kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen. Het Instituut wordt voor de vergaderingen van de Raad, minstens veertien dagen vóór de datum van de vergadering uitgenodigd; zijn gemachtigde kan deze met raadgevende stem bijwonen.

De Raad van lesgevers vergadert minstens eenmaal aan het einde van het jaar, om over het geval van de cursist te beslissen, die voor de evaluatie niet geslaagd is.

Een eventueel beperkte Raad van lesgevers kan na afloop van de tweede zitting bedoeld in artikel 36 § 2 delibereren.

Art. 41. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie alsook de eventuele beslissing van de Raad van lesgevers bedoeld in artikel 40, aan de kandidaat, aan het Instituut en aan de leersecretaris schriftelijk mede. Deze laatste deelt onmiddellijk de uitslag en de beslissing van de Raad van lesgevers aan het ondernemingshoofd mede.

Op verzoek van de cursist wordt hem door het Centrum, volgens het geval, een attest uitgereikt, waaruit blijkt dat hij de lessen heeft gevolgd of voor één van de evaluaties geslaagd is.

Art. 42. Het onderzoek van het dossier van de stagiair, die aan de evaluatie niet voldaan heeft, gebeurt overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten bepaald door het Instituut.

Art. 43. Het Instituut evalueert de praktijkopleiding, die in een bedrijf aan cursisten gegeven wordt, welke een stageovereenkomst hebben gesloten, krachtens het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Deze evaluatie heeft tot doel :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen, die door de stagiair bij zijn praktijkopleiding gemaakt worden, aan de eisen van het opleidingsplan voldoet en of de stageomstandigheden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften beantwoorden;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

Ze omvat twee luiken :

— een regelmatige evaluatie;

— een jaarlijkse evaluatie.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie van de versnelde cursussen*

Art. 44. De regelmatige cursist wordt aan een evaluatie onderworpen, waarvoor de voorwaarden om te slagen in de artikelen 36 en 39 bepaald worden.

De evaluatie berust op het opleidingsprogramma.

Art. 45. De lesgevers bereiden de examens voor de cursussen voor, waarvoor ze verantwoordelijk zijn.

De lesgevers zorgen voor de evaluatie van de kennis van de kandidaten.

Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op met alle elementen betreffende de evaluatie.

Art. 46. In elk Centrum worden er Raden van lesgevers ingesteld. De Raad van lesgevers neemt, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, de beslissingen betreffende de pedagogische follow-up van de cursist en de sanctie van zijn opleiding.

De Raad van lesgevers is samengesteld uit lesgevers, de directeur van het Centrum of zijn gemachtigde en de leersecretaris, deze laatste met raadgevende stem. Hij kan elke persoon uitnodigen, die beoordelingsgegevens kan brengen. Het Instituut wordt voor de vergaderingen van de Raad, minstens veertien dagen vóór de datum van de vergadering uitgenodigd; zijn gemachtigde kan deze met raadgevende stem bijwonen.

De Raad van lesgevers vergadert minstens eenmaal na afloop van de opleidingscyclus, om de uitslagen van elke cursist te onderzoeken en een beslissing te nemen.

Art. 47. Binnen de veertien dagen na het einde van de opleidingszittijd deelt het Centrum aan de kandidaat en aan het Instituut de uitslagen van de evaluatie en de eventuele beslissing van de Raad van lesgevers mede.

De kandidaat, die aan de evaluatie niet voldaan heeft en voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft, dat hij gezakt is, kan zich voor de examens, waarin hij het vereiste minimum van punten niet behaald heeft, voor de tweede zittijd laten inschrijven, op voorwaarde dat hij door de Raad van lesgevers toegelaten wordt.

Deze tweede zittijd moet in het Centrum binnen de twee maanden na het einde van de eerste zittijd georganiseerd worden.

Binnen de veertien dagen na het einde van de tweede zittijd deelt het Centrum aan de kandidaat en aan het Instituut de uitslagen van de evaluatie en de eventuele beslissing van de Raad van lesgevers mede.

Art. 48. Binnen de maand na het einde van de opleiding reikt het Centrum aan de kandidaat, die aan de evaluatie voldaan heeft of voor wie de Raad van lesgevers beslist heeft dat hij geslaagd is, een getuigschrift uit, welk met het door het Instituut opgemaakte type-model overeenstemt; het zendt het aan het Instituut ter ondertekening over.

Art. 49. De vragenlijsten van de evaluaties worden aan het Instituut, veertien dagen vóór de proeven, ter beschikking gesteld.

TITEL IV. — *Slotbepalingen*

Art. 50. In geval van schriftelijke en gemotiveerde betwisting betreffende de geldigheid van een evaluatie kan de cursist, volgens zijn situatie, een beroep indienen, hetzij bij de in de schoot van het Instituut ingestelde Beroepscommissie, hetzij bij de Beroepscommissie bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot regeling van de beroepen en de organisatie en de werking van de Beroepscommissie voor de Permanente opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 51. Het Instituut bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit besluit.

Art. 52. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 53. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 54. Het Lid van het College, tot wiens bevoegdheid de beroeps- en permanente vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse